



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



Rapport sur les travaux de la 11^{ème} Réunion de concertation de l'ASSECAA,

Malabo-Guinée Equatoriale

26 et 27 Septembre 2024

L'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA), en collaboration avec le Sénat de la République de Guinée Equatoriale, a organisé la 11^{ème} Réunion de concertation à Malabo, capitale de la République de Guinée équatoriale, les 26 et 27 septembre 2024.

La Réunion, sous le thème « **Renforcer l'action parlementaire conjointe des pays du Sud pour relever les défis du développement et de l'environnement** », s'inscrit dans le cadre des activités de l'ASSECAA et de son rôle dans la réalisation de ses objectifs fondamentaux. Le principal de ces objectifs est de renforcer la coopération afro-arabe dans divers domaines et relever les différents défis politique, économique, social et culturel auxquels sont confrontés les pays africains et arabes, ainsi que la communauté mondiale. L'objectif est de créer des conditions favorables à la réalisation des aspirations des peuples d'Afrique et du monde arabe tout en contribuant à l'instauration de la paix et de la sécurité à l'échelle internationale. Ont pris part aux travaux de la Réunion, les conseils/sénats suivants:

- Le Sénat de la République du Zimbabwe
- Le Conseil Shoura du Royaume d'Arabie saoudite
- Le Conseil Shoura du Royaume de Bahreïn
- Le Sénat du Royaume d'Eswatini
- La Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc
- Le Haut Conseil de l'Etat de Libye
- Le Sénat du Royaume du Lesotho
- Le Conseil Shoura de l'Etat du Qatar
- Le Sénat de la République du Congo



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



- Le Sénat de la République de Guinée Equatoriale
- Le Sénat de la République fédérale du Nigéria
- Le Sénat de la République de Côte d'Ivoire
- Le Sénat de la République du Burundi
- Le Conseil de la Nation de la République algérienne démocratique et populaire
- Le Sénat de la République du Cameroun
- Le Sénat de la République Démocratique du Congo
- Le Sénat de la République du Gabon

Etaient également présents le Président du Parlement arabe, S.E. Mr Adel Bin AbdulRahman Al Asoomi, le Président du Parlement panafricain, S.E Chef Fortune Zephania Charumbira et les représentants des organisations parlementaires régionales et internationales ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).

La Réunion de concertation a débuté à 10h00 par un discours de bienvenue prononcée par le Maire de Malabo, M. Quintiliano Obiang Nculu.

Lors de la cérémonie d'ouverture, l'allocution de bienvenue a été prononcée par Son Excellence Enaam Mayara, Président de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc et Président de l'ASSECAA, a prononcé un discours dans lequel il a exprimé sa profonde gratitude au gouvernement, au parlement et au peuple de la République de Guinée Equatoriale pour leur accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité. Il s'est réjoui de la tenue de cette importante réunion, qui reflète un engagement commun à renforcer la coordination, la concertation et l'échange de vues et d'expériences.

Il a souligné l'importance de renforcer le dialogue parlementaire sur diverses questions stratégiques urgentes, telles que le développement, l'intégration économique, la technologie, les opportunités et les défis présentés par l'intelligence artificielle et l'innovation. Il a également abordé les défis environnementaux, notamment la désertification et l'érosion des sols, et a souligné la nécessité de formuler des propositions et recommandations pertinentes à cet effet.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



Il a appelé à la prise des décisions concrètes qui favorisent le rôle des parlements nationaux et des organisations parlementaires régionales et continentales en Afrique et dans le monde arabe.

Ces efforts visent à renforcer les partenariats stratégiques sur les fronts économique, social et humanitaire, à réaliser une intégration et un développement communs tout en jetant les bases de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

En outre, il a souligné l'importance de l'organisation d'événements parlementaires, car ils offrent une plate-forme précieuse pour renforcer la coopération entre les Etats membres, facilitant ainsi les regroupements politique et économique.

Le Président de l'Association a également souligné que cette réunion se déroule dans un contexte de difficultés mondiales et régionales caractérisées par divers défis d'ordre économique, social, environnemental, géopolitique et de développement. Il a noté que ces défis ont un impact direct sur les exigences d'une vie digne pour les peuples d'Afrique, du monde arabe et des pays du Sud en général.

Il a souligné la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud, notant qu'une telle collaboration est extrêmement cruciale en raison de la gravité et de l'ampleur des problèmes auxquels les pays du Sud global sont actuellement confrontés.

Le Président a aussi indiqué la révolution technologique actuelle et les progrès rapides de l'intelligence artificielle, les opportunités qu'elle présente, qui peuvent être exploitées pour atteindre les objectifs de développement humain visant à améliorer la vie humaine, ainsi que les défis qui doivent être relevés avec détermination.

Il a également abordé la désertification, la décrivant comme une préoccupation mondiale majeure et l'un des problèmes environnementaux importants, qui laisse des effets négatifs sur la vie humaine dans les domaines environnemental, social et économique.

Il a souligné la nécessité de prendre des mesures sérieuses pour lutter contre la désertification, atténuer la dégradation des terres, atténuer la sécheresse, développer les ressources naturelles et mettre en œuvre des stratégies de gestion durable des terres.

Il a mis l'accent sur le rôle crucial que jouent les parlements en tant que représentants de la volonté du peuple, articulant ses espoirs et ses aspirations.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



Il a exhorté les parlements à établir des liens de coopération à différents niveaux, à renforcer les partenariats stratégiques dans différents secteurs et à organiser davantage de réunions, de consultations et d'initiatives conjointes, en plus de mobiliser toutes les ressources disponibles pour créer un programme parlementaire commun au service des pays du Sud, leur permettant ainsi de relever efficacement les défis mondiaux, de renforcer les liens humains et d'investir dans les éléments culturels et civilisationnels communs.

S.E. Maria Teresa Efua Asangono, Présidente du Sénat de la République de Guinée équatoriale, a prononcé un discours inaugural dans lequel elle a adressé de chaleureuses salutations aux présidents de conseils, aux membres des délégations et aux représentants des organisations locales, régionales et internationales. Elle a également exprimé sa profonde gratitude à tous les délégués pour avoir fait le déplacement afin d'assister à cet événement significatif.

Elle a souligné l'importance de l'Association et le rôle essentiel qu'elle joue dans le renforcement de la coopération parlementaire entre l'Afrique et le monde arabe. Elle a déclaré que cette réunion revêt une grande importance, car elle aborde des questions mondiales pressantes et des défis sans précédent auxquels le monde entier est confronté aujourd'hui. Elle a insisté sur la nécessité de rechercher des solutions appropriées aux conflits et aux problèmes économiques en Afrique, dans le monde arabe et, plus largement, dans le Sud en général.

Les travaux de la réunion se sont poursuivis avec plusieurs discours prononcés par les présidents et les chefs de délégations. Tous ont mis l'accent sur l'importance des sujets abordés, soulignant leur pertinence et leur vitalité. Ces sujets ont un impact direct sur la vie des citoyens en Afrique, dans le monde arabe et dans les pays du Sud, répondant ainsi à leurs préoccupations et aspirations.

Les discours ont mis en évidence les défis et les crises auxquels le monde est actuellement confronté et leurs répercussions sur le contexte économique, politique et sécuritaire, qui impose des fardeaux supplémentaires aux nations et aux gouvernements, en particulier dans les pays du Sud, y compris l'Afrique et le monde arabe.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



Les participants ont souligné la nécessité d'établir un meilleur cadre d'action commune entre tous les acteurs qu'ils soient issus des parlements, des gouvernements et du secteur privé. Ils ont appelé à l'élaboration des stratégies efficaces pour relever ces défis et ont insisté sur l'importance de renforcer la collaboration parlementaire entre les pays du Sud par le biais d'un dialogue constructif et de l'échange d'expériences et de meilleures pratiques.

Les participants ont souligné la nécessité de travailler ensemble pour transformer ces défis en opportunités de réussite, d'intégration et de développement, en favorisant des liens plus étroits entre les peuples et les pays qui partagent des valeurs humaines, culturelles et civilisationnelles profondes.

Ils ont affirmé que la coopération Sud-Sud est un choix stratégique pour le développement durable et un outil fondamental pour renforcer les liens économiques et les connexions humaines. Ils ont souligné la nécessité d'élever les relations entre les pays du Sud au rang de modèle pionnier d'intégration et de coopération régionales, visant à stimuler la croissance économique, à renforcer la compétitivité et à faire progresser le développement pour parvenir à la paix, la stabilité et la prospérité.

En outre, ils ont souligné l'importance de s'intégrer à l'économie mondiale tout en activant la diplomatie parlementaire entre les pays du Sud. Cet engagement diplomatique joue un rôle crucial dans la promotion de la réflexion collective et des solutions pragmatiques aux différents défis auxquels font face les pays et les sociétés aujourd'hui.

La réunion a délibéré sur trois thèmes principaux :

- **Thème 1 : « Partenariats et initiatives interrégionaux : opportunités d'intégration et de développement »**
- **Thème 2 « Les pays du Sud et l'intelligence artificielle : défis et opportunités»**
- **Thème 3* : « Renforcer et promouvoir les actions de lutte contre la désertification et l'érosion des sols »**

Au cours des délibérations, les participants ont apporté d'importantes contributions, soulignant la nécessité de renforcer les initiatives et les partenariats interrégionaux vers de nouveaux horizons dans toutes les sphères économiques et sociales.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



De tels efforts sont essentiels pour parvenir à la transformation économique, à l'intégration régionale et au développement partagé entre les pays du Sud. En outre, ils ont souligné l'importance de favoriser la communication et l'échange de bonnes pratiques dans divers domaines.

Les participants ont également évoqué les opportunités prometteuses que présente l'intelligence artificielle pour atteindre les objectifs de développement, notamment en matière d'éradication de la pauvreté, d'amélioration de l'éducation et de lutte contre le réchauffement climatique. Ils ont souligné les applications potentielles de l'intelligence artificielle (IA) dans divers domaines, notamment la médecine, les soins de santé, la sécurité, l'industrie, la finance, les transports, la gestion de l'énergie, l'économie, le marketing et l'agriculture.

En outre, ils ont noté les avantages que les pays d'Afrique, du monde arabe et du Sud pourraient tirer de la révolution technologique actuelle et des transformations émergentes de la numérisation. Cependant, ils ont également reconnu les défis économique, social, éthique et juridique découlant de l'intelligence artificielle. Il s'agit notamment de l'élargissement de l'écart entre les grandes économies et les économies en développement ou émergentes, en particulier dans le Sud, ainsi que les problèmes liés aux préjugés et à la discrimination, aux violations de la vie privée, à la sécurité des données et aux effets potentiels des futures avancées technologiques de l'IA sur les structures de production, les marchés du travail, les suppressions d'emplois et les inégalités économiques.

Cette situation nécessite une législation spécifique pour réglementer les applications de l'IA et le développement de nouveaux systèmes éducatifs pour la reconversion et la mise à niveau de la main-d'œuvre afin d'atténuer les effets négatifs sur l'emploi et la stabilité sociale. En outre, les participants ont fait part de leurs inquiétudes concernant les risques pour la sécurité, le risque de campagnes de désinformation et une dépendance excessive à l'IA qui pourrait nuire à la créativité et aux capacités de réflexion critique. Les participants ont souligné l'urgence pour les gouvernements de mettre en œuvre des mesures protégeant les droits des salariés, de fournir une éducation et une formation pour s'adapter aux nouvelles technologies et de s'attaquer aux impacts négatifs de l'intelligence artificielle pour atteindre les objectifs souhaités.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



En ce qui concerne le 2^e thème sur le renforcement et la promotion des mesures de lutte contre la désertification et l'érosion des sols, les discussions ont mis en évidence les graves conséquences de la désertification, un phénomène qui s'intensifie dans de nombreuses régions du monde. Les participants ont abordé diverses causes de la désertification et de la dégradation des terres, notamment le changement climatique et son impact sur les régimes de précipitations, la diminution des ressources en eau, la baisse de la qualité de l'eau, les pratiques agricoles non durables et les effets néfastes du commerce non durable du bois.

Les débats ont également porté sur les conséquences de la désertification, comme la perte de végétation, de sols fertiles et la sécurité alimentaire, ainsi que l'impact négatif sur la vie animale, végétale et humaine.

Les participants ont enrichi les discussions par des contributions significatives, soulignant la nécessité urgente de mesures sérieuses pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres. Ils ont appelé à un effort collectif impliquant la communauté internationale, les parlements, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers pour mettre en œuvre des stratégies de gestion durable des terres et protéger les ressources naturelles.

Plusieurs recommandations ont été formulées pour lutter contre la désertification, notamment la sensibilisation à l'importance de la préservation de l'environnement et de l'utilisation judicieuse des ressources en eau. Les participants ont plaidé pour la promotion de pratiques agricoles durables, le développement des techniques d'irrigation efficaces, l'amélioration des technologies agricoles et l'adoption de l'agriculture biologique et intégrée. Ils ont également encouragé l'utilisation des énergies renouvelables et l'avancement des technologies solaires, ainsi que le développement de techniques de gestion intelligente des ressources en eau et en sol. En outre, ils ont proposé de tirer profit de la biotechnologie pour réhabiliter les terres dégradées et améliorer la fertilité des sols, tout en favorisant la coopération internationale et l'échange de connaissances pour concevoir des solutions innovantes.

Dans ce contexte, les participants ont souligné le rôle crucial que jouent les parlements, aux côtés des gouvernements, dans la lutte contre la désertification.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



Il s'agit notamment de formuler des politiques environnementales et des cadres législatifs solides visant à atténuer la désertification, ainsi que de favoriser la collaboration entre les gouvernements, les institutions environnementales et les organisations non gouvernementales. Le rôle vital des communautés locales dans la préservation des ressources naturelles et la mise en œuvre des projets de lutte contre la désertification a également été souligné.

En marge de cette réunion de concertation, s'est tenue une réunion des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe, qui vise à promouvoir l'autonomisation des femmes et leur rôle parlementaire dans ces régions. L'importance d'accroître la participation des femmes à la vie publique, en particulier au sein des organes législatifs, a été soulignée, ainsi que la nécessité d'unir les positions arabes et africaines pour créer un forum de consultation et d'échange d'informations sur les questions féminines.

Au cours de la réunion, Dr Jihad Al-Fadhil, Présidente du Bureau exécutif du Réseau des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe et deuxième vice-Présidente du Conseil de la Shoura du Royaume de Bahreïn, a présenté un rapport passant en revue les réalisations du Réseau depuis sa création, les défis surmontés et les domaines nécessitant une attention particulière.

La réunion a également été marquée par des exposés et des discussions sur deux sujets importants suivants :

1. Le rôle des femmes parlementaires en temps de guerre et de conflit.

2. L'approche législative des parlementaires pour relever les défis posés par l'intelligence artificielle.

Les discussions sur le premier sujet ont mis en évidence le rôle vital que jouent les femmes parlementaires en temps de guerre et de conflit, ainsi que les défis auxquels elles sont confrontées dans de telles circonstances. Les participants ont exploré la manière dont les femmes parlementaires peuvent contribuer aux efforts de consolidation de la paix et à la résolution des conflits. Ils ont présenté les différents rôles que les femmes jouent dans les processus de paix multidimensionnels, que ce soit par le biais de négociations formelles ou d'un engagement actif dans la société civile.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



Reconnaître la compréhension, les expériences et les capacités globales des femmes est essentiel au succès des initiatives communautaires et gouvernementales sur la paix.

Le deuxième sujet a abordé l'évolution du paysage de l'intelligence artificielle et ses implications législatives, en particulier en ce qui concerne les questions des femmes. Les délibérations ont porté sur la manière dont les femmes parlementaires peuvent répondre à ces défis. Outre l'importance d'impliquer les femmes dans les commissions et organisations spécialisées dans le domaine de l'intelligence artificielle, la réunion a également passé en revue les accords de coopération sur l'autonomisation des femmes signés par le Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe avec le Forum féminin eurasiatique et le Forum des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM).

La réunion a salué ces accords, qui devraient ouvrir des voies de coopération mutuelle entre le Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde arabe et le Forum féminin eurasiatique.

Au cours de deux jours de débat intensif, les participants ont enrichi la réunion de leurs idées, reflétant une connaissance et une compréhension mutuelles des sujets abordés. Leurs contributions ont démontré une expérience et une expertise considérables, ainsi qu'une profonde réflexion sur les actions nécessaires pour relever les défis et réaliser le développement dans le cadre d'efforts collaboratifs coordonnés et efficaces pour s'attaquer aux problèmes urgents auxquels sont confrontés les pays du Sud.

En conséquence, les participants ont formulé des résolutions et recommandations ci-après :

- Réaffirmer que les pays africains et arabes sont confrontés à de nombreux défis qui nécessitent une action collective, des positions communes et coordonnées et renforcer les partenariats stratégiques dans tous les domaines économique, social et humanitaire. Cet effort collaboratif vise à réaliser le développement mutuel, l'intégration et à établir les bases de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la stabilité et de la prospérité.
- Les parlements doivent travailler ensemble pour renforcer les efforts et construire des liens de coopération à différents niveaux, par la promotion de la coordination,



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



la consultation et l'intensification des réunions et des initiatives conjointes entre les parlements nationaux et les organisations parlementaires régionales et continentales en Afrique et dans le monde arabe sur les questions stratégiques.

- Mobiliser impérativement toutes les ressources disponibles pour élaborer un programme parlementaire commun qui répond efficacement aux défis actuels et met en œuvre des mesures législatives et des politiques favorisant les partenariats stratégiques, la réalisation de l'intégration et la promotion du développement durable entre les pays du Sud.

- Renforcer le rôle de la diplomatie parlementaire en complément des efforts diplomatiques gouvernementaux, en consolidant les liens de coopération entre les peuples dans tous les domaines. Cela comprend la promotion du dialogue avec les parlements et les organisations régionales et internationales pour obtenir un soutien sur les questions prioritaires qui intéressent les pays arabes et africains.

- Exhorter les gouvernements des pays du Sud à promouvoir des stratégies nationales de coopération Sud-Sud et à créer des structures nationales pour faciliter cette collaboration. L'accent doit être mis sur le renforcement de la coopération économique commune, la coordination et la solidarité au niveau bilatéral, parallèlement au renforcement des mécanismes d'intégration régionale et des voies de coopération entre les pays. Il est essentiel que toutes les acteurs collaborent pour éliminer les obstacles qui entravent les politiques économiques et les flux d'échanges et d'investissements, en plus de favoriser la coopération et la solidarité pour les investissements dans les infrastructures continentales et transcontinentales de manière à assurer une véritable intégration et connectivité entre les pays africains et arabes, impactant positivement leurs économies.

- Les gouvernements du Sud doivent élargir les possibilités pour le secteur privé de participer en tant que partenaire à la coopération Sud-Sud, en tirant profit de son expertise accumulée dans divers domaines tels que la technologie, la science, le commerce et l'industrie.

Les objectifs de développement ne pouvant être atteints sans la paix et la paix ne pouvant exister sans le développement durable, il est essentiel de construire une culture de paix par le respect du droit international, le développement de relations amicales entre les nations et les parlements et la promotion de la résolution pacifique des conflits.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



Les participants ont donc souligné la nécessité de mettre fin aux guerres et de résoudre les conflits régionaux et internationaux par des moyens pacifiques. Dans ce contexte, ils ont exprimé leur gratitude à Sa Majesté le Roi Hamad Bin Isa Al Khalifa de Bahreïn pour l'appel lancé à la convocation d'une Conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient lors du Sommet arabe organisé par le Bahreïn en mai 2024.

En ce qui concerne l'intelligence artificielle, les participants ont fait des recommandations suivantes :

- Les décideurs politiques et les acteurs concernés, notamment le secteur privé, les établissements d'enseignement, les groupes de réflexion, les organisations non gouvernementales et la société civile, devraient s'engager dans des efforts collectifs concernant la formulation d'une législation sur l'intelligence artificielle. Ils doivent collaborer pour établir des mécanismes de gouvernance solides relatifs à l'IA. Les Etats devraient adopter une approche réglementaire appropriée pour faire face aux risques tout en maintenant un cadre qui protège la vie privée, les données et les droits d'auteur, permettant l'utilisation des informations accessibles au public tout en respectant les droits légitimes. En outre, les pays devraient contribuer à l'élaboration de normes techniques internationales pour l'IA, à la mise en œuvre des stratégies nationales et à l'amélioration de l'environnement législatif pour suivre le rythme des changements technologiques rapides.
- Les gouvernements devraient élaborer de nouveaux programmes d'enseignement pour les universités et les écoles qui mettent l'accent sur les nouvelles avancées technologiques. En outre, ils devraient organiser des ateliers et des programmes de formation pour améliorer les compétences des jeunes en matière d'innovation et de technologie numérique, préparant ainsi la main-d'œuvre à atténuer l'impact négatif des développements technologiques et de l'IA sur l'emploi et la stabilité sociale.
- Promouvoir des efforts concertés pour soutenir la recherche et les innovations dans les technologies de l'IA et les pratiques responsables visant à assurer l'utilisation de ces technologies en vue d'améliorer le développement économique en Afrique et dans le monde arabe. Il s'agit notamment d'allouer des ressources financières pour soutenir la recherche et le développement et de favoriser les partenariats entre le monde universitaire et l'industrie.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



- Promouvoir la coopération entre les pays du Sud, ainsi que la collaboration régionale et internationale, pour échanger des connaissances et des compétences dans le domaine des technologies de l'IA. Il convient de mettre l'accent sur les efforts collectifs de tous les pays, des organismes régionaux, de la communauté technologique, de la société civile et du monde universitaire pour élaborer des cadres réglementaires qui favorisent des systèmes d'Intelligence Artificielle sûrs et protègent contre les abus. Un cadre éthique intégré doit être adopté pour traiter toutes les questions liées aux normes éthiques, ainsi que des mécanismes de surveillance appropriés pour superviser les activités liées au développement de l'IA. Cela est essentiel pour garantir que ces nouvelles technologies contribuent positivement au développement humain sans compromettre la sécurité et les fondements éthiques de la société, qui sont fondamentalement enracinés dans la liberté, l'égalité, la justice et la solidarité entre les individus et les groupes sociaux.

En ce qui concerne la question de la désertification, les participants ont recommandé ce qui suit :

- Exhorter les gouvernements arabes et africains à redoubler d'efforts pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres, atténuer les effets de la sécheresse, valoriser les ressources naturelles et adopter des politiques environnementales fortes et un cadre législatif pour lutter contre la désertification. Cela peut être fait en partenariat avec les organismes spécialisés et les communautés locales. Ces politiques devraient inclure le renforcement de la durabilité de l'agriculture, la gestion des ressources en eau et la préservation de la biodiversité. Les gouvernements arabes et africains devraient également s'efforcer de mettre en œuvre les stratégies suivantes :

- Sensibiliser les communautés locales et les acteurs concernés sur les risques de la désertification et son impact sur l'environnement et les communautés locales, l'importance de préserver l'environnement, de rationaliser l'utilisation des ressources en eau et d'éduquer la population sur l'importance de protéger les ressources naturelles et d'adopter des pratiques durables.
- Encourager les pratiques agricoles durables, développer des techniques d'irrigation rentables, une gestion intelligente des ressources en eau et des sols et utiliser la biotechnologie pour réhabiliter les terres dégradées, améliorer la fertilité des sols ainsi que les techniques agricoles et utiliser l'agriculture biologique et intégrée.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



- Adopter des lois et des réglementations qui facilitent la transition vers l'énergie verte. Encourager également les investissements dans les secteurs de l'économie verte et leur fournir des incitations attrayantes telles que des incitations fiscales, des facilités de crédit et des exonérations douanières.
 - Restaurer la végétation en mettant en œuvre des programmes de reboisement des déserts et des zones arides, notamment en plantant des arbres adaptés aux conditions de sécheresse.
 - Lutter contre les sources de pollution.
- Renforcer la coopération et le travail conjoint entre la communauté internationale, les gouvernements, les parlements, les institutions environnementales et les organisations non gouvernementales par des efforts harmonieux et coordonnés pour faire face au problème de la désertification et de la dégradation des terres, par l'échange de connaissances, d'expériences et d'expertise, la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et le développement de nouvelles technologies pour lutter contre la désertification, en plus de travailler ensemble pour mettre en œuvre des projets communs pour lutter contre la désertification, gérer les terres, protéger les ressources naturelles et renforcer la durabilité environnementale.
- Les parlements, les gouvernements et les communautés jouent un rôle vital important dans la lutte contre la désertification, par l'adoption des lois visant à lutter contre la désertification et en sensibilisant à l'importance de la préservation de l'environnement. La coopération sur cette question devrait également être renforcée entre les gouvernements, les institutions environnementales et les organisations non gouvernementales. La communauté locale joue un rôle important dans la préservation des ressources naturelles et la mise en œuvre des projets de lutte contre la désertification.
- Les participants saluent l'Initiative verte pour le Moyen-Orient menée par le Royaume d'Arabie saoudite, qui vise à lutter contre l'érosion des sols, à protéger la biodiversité et à atténuer les effets du changement climatique. Ils expriment également leur gratitude à l'Arabie saoudite pour avoir accueilli la 16^{ème} session de la Conférence des Parties (COP16) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) en décembre prochain à Riyad, marquant ainsi le 30^{ème} anniversaire de la Convention.



The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea



En ce qui concerne la question de l'autonomisation des femmes, les participants ont apprécié hautement les réalisations accomplies jusqu'à présent par le Réseau des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe, malgré sa création récente. Parmi celles-ci, le Réseau a signé deux accords avec le Forum féminin eurasiatique et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. **A cet effet, les participants ont recommandé ce qui suit :**

- Supprimer les obstacles sociaux, culturels et économiques qui empêchent les femmes d'accomplir leur noble mission en termes de changement et de construction nationale en identifiant les politiques prioritaires et essentielles pour soutenir les femmes d'Afrique et du monde arabe. Il est également impératif de fournir une éducation aux femmes et aux enfants.
- Encourager l'inclusion des femmes dans les processus politique, électoral, juridique et de gouvernance nationale, et prendre des mesures législatives pour répondre aux défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans les conditions de guerre et de conflit.
- Impliquer les femmes dans les programmes de formation et des séminaires visant à leur autonomisation politique, sociale et culturelle, et encourager leur participation aux activités nationales, régionales et internationales. Cela comprend la coordination avec les forums, les réseaux et les organisations mondiales œuvrant dans le domaine de l'autonomisation des femmes pour renforcer leurs initiatives, leurs capacités compétitives et pour mettre en évidence leur rôle et leur influence dans leurs environnements local, régional et mondial.
- Mettre l'accent sur les contributions des femmes à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits, ainsi que renforcer leur rôle dans diverses sphères politiques, économiques et sociales.
- Réaffirmer l'implication des femmes dans l'élaboration de la législation et des lois qui soutiennent le développement global.
- Les participants ont souligné l'importance d'accroître la représentation des femmes dans les commissions et organisations spécialisées dans l'intelligence artificielle.
- Les participants ont recommandé de transmettre les recommandations émanant de cette réunion à leurs gouvernements respectifs pour qu'ils les utilisent comme référence lors de l'élaboration de leurs politiques et programmes nationaux.



**The Senate
Of the Republic of Equatorial Guinea**



A l'issue de la réunion, les participants ont exprimé leur sincère gratitude au gouvernement et au peuple de la République de Guinée Equatoriale, et au Sénat en particulier, pour la généreuse hospitalité et l'accueil chaleureux réservés aux délégués pendant leur séjour dans le pays. Ils ont formulé leurs vœux de progrès et de prospérité pour le peuple de Guinée Equatoriale sous le leadership de Son Excellence le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

**11^{ème} Réunion de concertation de l'ASSECAA
Secrétariat Général de l'ASSECAA,
Malabo, République de Guinée Equatoriale,
27 septembre 2024**